

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

LA VÉRIFICATION DU SYSTÈME DE GESTION DU PORTEFEUILLE DES HYPOTHÈQUES

L'hon. Elmer M. MacKay (Central Nova): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre chargé de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Le ministre sait très certainement qu'il y a plusieurs questions inscrites au *Feuilleton* en mon nom au sujet du système de gestion du portefeuille des hypothèques. Pourrait-il nous dire si la vérification des comptes du programme est terminée, quel est le montant approximatif des dépenses et si, à son avis, le programme est rentable et économique?

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre des Travaux publics): Madame le Président, le député comprendra certainement que je dois prendre note de la question et que je vais m'informer à ce sujet.

* * *

L'ADMINISTRATION

EBCO INDUSTRIES LTD.—LA DÉCLARATION DE L'ANCIEN MINISTRE

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce auquel je viens d'en donner préavis. Elle a trait à la déclaration que j'ai faite hier au sujet de M. Norman Cafik. Il y a deux heures, M. Cafik a déclaré sur les ondes de la télévision de Colombie-Britannique que l'on avait fait appel à lui pour que sa société puisse obtenir une subvention de 6.7 millions au titre du programme DIP. Il a déclaré en substance que ce n'était nullement son rôle, que l'on avait fait appel à lui et qu'il s'était servi de sa connaissance du gouvernement pour dire aux dirigeants de sa compagnie ce qu'ils devaient faire et comment ils devaient procéder.

Le ministre ne trouve-t-il pas qu'il s'agit là d'un exemple manifeste de pressions? Accepterait-il de déposer toute la correspondance que l'ex-ministre de l'Industrie et du Commerce qui est aujourd'hui président du Conseil du Trésor a échangée avec M. Cafik ainsi que les procès-verbaux des rencontres qu'ils ont pu avoir?

L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, j'ai eu l'occasion ce matin de lire les accusations du député dans la presse et de commencer une enquête préliminaire. On me dit que notre ministère a traité avec la société en question bien avant que M. Cafik entre à son service. De fait, la société a bénéficié d'une aide financière du gouvernement fédéral qui lui a été accordée par le ministère de l'Industrie et du Commerce bien avant que M. Cafik entre au service de la société. Je me permets aussi de déclarer au député que nos rapports depuis avec la société n'ont pas changé.

M. Waddell: Le ministre n'a pas écouté ce que M. Cafik a déclaré. Il a dit que l'on avait fait appel à lui précisément à cause de son expérience.

LE RÔLE DE L'ANCIEN MINISTRE DE L'INDUSTRIE

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse toujours au même ministre. M. Cafik a reconnu également qu'il s'était entretenu personnellement avec l'actuel président du Conseil du Trésor

Questions orales

moins de deux ans après avoir quitté le gouvernement et que le contrat avait été signé exactement deux ans après son départ du gouvernement et qu'entre-temps, il avait rencontré le ministre et effectué des démarches. Face à cette situation, le ministre de l'Industrie et du Commerce n'avouera-t-il pas que l'ancien détenteur de son portefeuille—je ne parle pas de M. Cafik, mais de l'ex-ministre de l'Industrie et du Commerce qui est aujourd'hui président du Conseil du Trésor—a enfreint les lignes directrices en octroyant des passe-droit dans cette affaire? N'estime-t-il pas que le gouvernement devrait saisir un comité de la Chambre de cette affaire comme de l'affaire Gillespie et de la question des lignes directrices?

L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, avec tout le respect que je porte au député, si j'ai bien compris son entrée en matière, il a obtenu ses renseignements auprès des médias qui auraient recueilli les propos de M. Cafik. Je vais m'informer auprès de M. Cafik. Si je ne m'abuse, M. Cafik était ministre du Multiculturalisme et non ministre de l'Industrie et du Commerce et de l'Expansion économique régionale. Je vais m'entretenir avec lui et j'en reparlerai au député.

* * *

● (1450)

L'ÉNERGIE

LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES DANS LA MER DE BEAUFORT

M. Jack Shields (Athabasca): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Comment le ministre peut-il se justifier d'affecter un milliard et demi de dollars pour le développement des ressources dans la mer de Beaufort alors qu'il n'accorde que 40 millions de dollars pour le développement des ressources humaines, dont la plus précieuse est notre jeunesse en chômage?

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Madame le Président, franchement je me demande où l'honorable député prend ces chiffres. Il y a un programme général d'incitation à l'entreprise pétrolière dont profitent toutes les entreprises au Canada, particulièrement les entreprises canadiennes. Les dépenses effectuées par les entreprises pétrolières au Canada profitent aux travailleurs canadiens. Puisque l'honorable député lui-même a constamment fait des instances à la Chambre au cours des dernières années, se plaignant des difficultés de l'industrie pétrolière et disant que cela créait du chômage, il me semble étrange qu'il prenne la parole aujourd'hui pour se plaindre d'activités possibles dans le domaine pétrolier.

Madame le Président, en ce qui concerne l'aide aux chômeurs au Canada, je rappelle donc au député que le gouvernement canadien a pour plus de 2 milliards de dollars dans son budget pour venir en aide aux personnes qui se cherchent de l'emploi par l'intermédiaire des programmes d'emploi direct, sans compter les 8.6 milliards de dollars qui ont été versés aux chômeurs l'an dernier.